



NICARAGUA

Système Electoral

Inscription électorale : Volontaire (vote obligatoire pour les inscrits). Les résidents à l'étranger n'ont pas le droit de voter.

Président : élu au suffrage universel pour une période de 5 ans. Victoire automatique au premier tour avec 40% des voix ou 35% et un avantage de 5 points sur le second, sinon 2^e tour un mois après.

Assemblée nationale: 90 députés élus pour 5 ans. Scrutin proportionnel plurinominal. Un siège est réservé au président sortant et un autre au vice-président.

Élections présidentielles

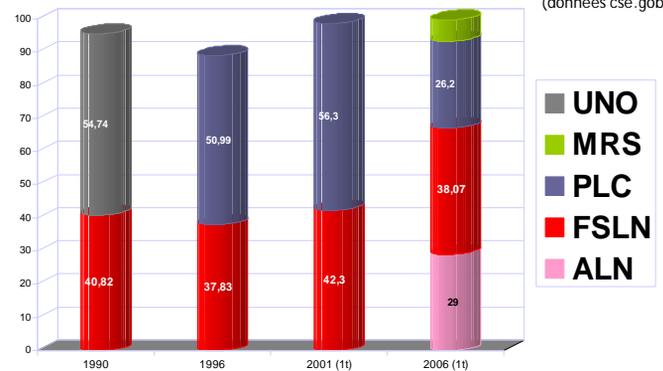
Président	Coalition (Parti)	Période	Durée du mandat
Violetta Chamorro Barrios	Union Democratica Opositora (UNO)	1990-1996	5 ans*
Arnoldo Alemán	Partido Liberal Constitucionalista (PLC)	1997-2001	5 ans
Enrique Bolaños Geyer	Partido Liberal Constitucionalista (PLC)	2002-2006	5 ans
Daniel Ortega Saavedra	Frente Sandinista de Liberación Nacional (FSLN- Partido revolucionario)	2007-	5 ans

* Gouvernement de transition

Partis Politiques

	Alianza Liberal Nicaraguense (ALN - conservateur -division du parti libéral)	
	Frente Sandinista para la Liberación Nacional (FSLN- parti socialiste révolutionnaire)	Gran Unidad Nicaragua Triunfa
	Movimiento de Renovación Sandinista (MRS- division du parti sandiniste)	
	Alternativa por el Cambio (AC- anciens sandinistes)	
	Partido Liberal Constitucionalista (PLC - parti libéral)	
	YATAMA	Regional
	Partido Indigenista multiétnico (PIM)	Regional
	Partido Movimiento Unidad costeña (PAMUC)	Regional

Elaboration Propre
(données cse.gov.ni)

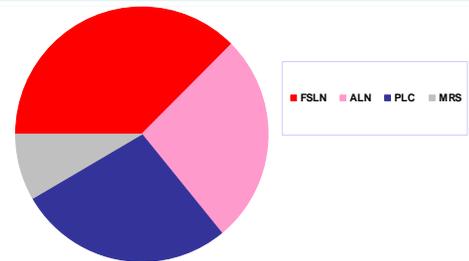


Historique des dernières élections présidentielles - Valeurs en %

Élections législatives

Parlacen 2006

(Parlement centraméricain)
Nombre de sièges

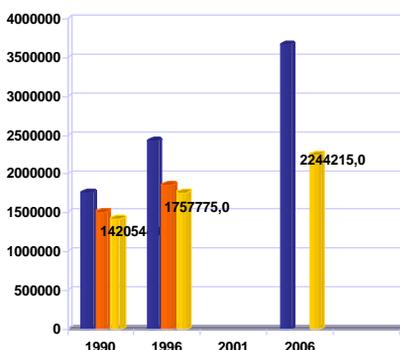


Chambre de députés 2006

Elaboration Propre
(données La Prensa)

Coalition	%	Elus
Partido Liberal Constitucionalista	26,47%	25
Frente Sandinista de Liberación nacional	37,59%	38
Alianza Liberal Nacional	26,72%	22
Alternativa por el Cambio	0,54%	-
Movimiento Revolucionario Sandinista	8,69%	5

Taux d'abstention



Évolution du Taux d'abstention en fonction de la Population en âge de voter (PAV)- 1990, 1996, 2001, 2006

* Inscrits dans le Registro Electoral
** Suffrages Exprimés
*** Suffrages Exprimés hors nuls et blancs

Elaboration Propre
(données cse.gov.ni)



NICARAGUA

Le Pacte

Le « Pacte » signé entre le front sandiniste et le parti libéral de l'ancien président Arnaldo Aleman a divisé les partis et surtout la droite nicaraguayenne. Cette alliance a permis en 2000 de réviser la loi électorale qui donne pour vainqueur des élections présidentielles, au premier tour, le candidat qui obtient 40% des voix ou 35% avec une marge de 5% sur le second. De plus, au sein du Pacte, les deux partis se sont répartis nominations et influences au sein des institutions judiciaires, politiques et électorales du pays. Par ailleurs, le Pacte a un visage caché: la protection de l'ancien président Aleman condamné à 20 ans de prison (en résidence surveillée) pour détournement de plus de 50 millions de dollars et de Daniel Ortega accusé d'abus sexuel et d'enrichissement illégitime. C'est en réaction contre ce pacte que la droite nicaraguayenne s'est divisée. Le candidat Eduardo Montealegre prétendant purifier la famille libérale de la corruption du PLC. Pour la même raison, le Mouvement de rénovation sandiniste (MRS) s'est détaché du front sandiniste.

La campagne électorale a donc été marquée par l'opposition des anciens camarades de route et le silence du candidat sandiniste Daniel Ortega dans les médias tout au long de la campagne.

Retour au pouvoir d'un FSLN affaibli

La persévérance paie. L'ancien chef du gouvernement sandiniste Daniel Ortega a récupéré le pouvoir après ses trois défaites de 1990, 1996 et 2001. Le nouveau président, investi le 10 janvier 2007 pour 5 ans après 17 ans de gouvernement de droite, s'est choisi pour vice-président Jaime Morales Carazo (ancien banquier, homme proche de Arnaldo Aleman dans le gouvernement précédent et ancien « contra »).

Son retour au pouvoir est marqué par une perte de soutien dans un pays changé, plus institutionnalisé et à l'heure d'une réforme constitutionnelle qui transfère les pouvoirs à l'Assemblée pour la nomination et destitution des ministres. Ortega va devoir gouverner avec ces réformes et créer un gouvernement parlementaire, alors que les nouvelles élections ne donnent la majorité à aucun parti au sein du parlement (aucun parti n'a obtenu la majorité simple qui est de 47 voix pour faire passer une loi ordinaire). Dans ce passage d'un système de bipartisme forcé à un système de multipartisme, le système des alliances devra s'appliquer. Avec 38 députés, le FSLN est en bonne position pour négocier. Le PLC est quand à lui dans une position de force qui lui permet de négocier une alliance soit avec son aile dissidente l'ALN, soit avec le FSLN. Le MRS quant à lui déçu va poursuivre au sein de l'Assemblée sa politique de lutte contre le Pacte.

La division de la droite et une grande frustration de la population, qui n'a reçu aucun des bénéfices de la démocratie et se trouve dans une situation de pauvreté aggravée ces dernières années, expliquent en partie la réélection de Daniel Ortega. Sans compter que ce dernier a oublié son discours marxiste et s'est rapproché de l'église catholique persécutée dans le passé par son clan. En octobre 2006, il a ainsi encouragé ses députés à voter une loi anti-avortement. Il promet un gouvernement de modération, une alliance de toutes les forces pour la lutte contre la pauvreté, s'éloignant du discours radical pour lui préférer selon ses termes une « nouvelle culture politique ». Le néo sandinisme est né!

Ortega en équilibre instable entre deux modèles

Depuis la révolution sandiniste de 1979, il ne s'est pas passé une seule élection nicaraguayenne qui ne soit surveillée de très près par les Etats Unis. L'ingérence américaine est une histoire ancienne si l'on se souvient du conflit armé des années 80. Aussi, rien d'étonnant à ce que les Etats Unis, préoccupés par la possible victoire de l'ennemi historique, aient explicitement appuyé le candidat conservateur de la droite nicaraguayenne, Eduardo Montealegre. L'ambassadeur américain au Nicaragua, Paul Trivelli, s'est ainsi régulièrement réuni avec les dirigeants de la droite pour tenter de les réunir derrière un seul candidat. Du congrès américain sont aussi parvenues des menaces sur l'aide au pays et sur un gel des « remesas » en cas de victoire sandiniste.

De son côté, le président du Venezuela s'était officiellement positionné pendant la campagne pour le candidat Daniel Ortega en fournissant engrais et pétrole à prix réduit aux organisations et institutions contrôlées par les sandinistes. Témoin le 29 avril 2006 à La Havane, de la signature d'un « Traité commercial des peuples » marquant l'adhésion de la Bolivie à l'ALBA (Alternative Bolivarienne pour les Amériques) de Chavez et Castro, Ortega promettait alors de rallier l'ALBA s'il gagnait l'élection présidentielle. La victoire d'Ortega représente donc pour le président vénézuélien un triomphe politique.

Mais, après une campagne électorale du FSLN hermétique, les premiers pas du nouveau gouvernement sandiniste sont aussi secrets: le futur président évite de se prononcer publiquement sur la formation et sur les politiques économiques et sociales du nouveau gouvernement.

Reste à voir si le Nicaragua s'ajoute réellement à la liste des pays de l'ALBA (Venezuela, Cuba et Bolivie)... Alors qu'en 2004, au parlement nicaraguayen, le CAFTA (Central American Free Trade Agreement) avait été ratifié par les députés sandinistes de concert avec les députés de la droite libérale. Cet accord de libre échange avait été signé par les Etats Unis et 5 pays d'Amérique centrale, dont le Nicaragua. A Managua, le 6 novembre 2006, le nouveau président réaffirmait à Jimmy Carter qu'il respecterait ce traité de libre échange ainsi que la libre entreprise. Ortega a par ailleurs précisé avoir pris contact avec le FMI, pour l'élaboration d'une lettre d'intention pour son nouveau gouvernement.